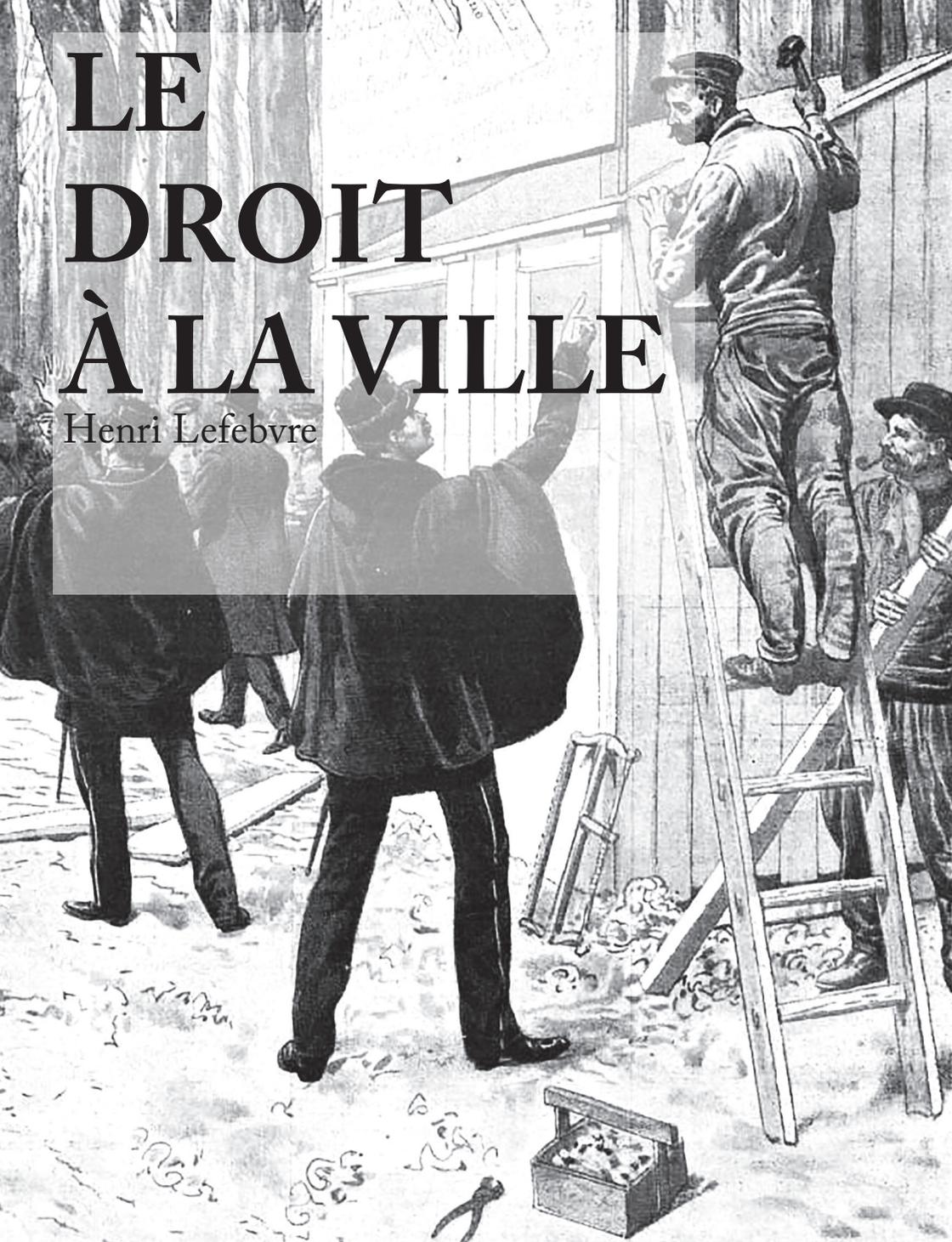


# LE DROIT À LA VILLE

Henri Lefebvre



**LE SYNDICAT DES LOCATAIRES MANIFESTE**

Et tente d'installer, en plein jardin des Tuileries, une famille de dix personnes expulsée de son logis

ni patrie, ni patron  
ni parti, ni État  
Tant qu'il le faudra

La réflexion théorique se voit astreinte à redéfinir les formes, fonctions, structures de la ville (économiques, politiques, culturelles, etc.) ainsi que les besoins sociaux inhérents à la société urbaine. Seuls jusqu'ici les besoins individuels, avec leurs motivations marquées par la société dite de consommation (la société bureaucratique de consommation dirigée) ont été prospectés et d'ailleurs plutôt manipulés qu'effectivement connus et reconnus. Les besoins sociaux ont un fondement anthropologique ; opposés et complémentaires, ils comprennent le besoin de sécurité et celui d'ouverture, le besoin de certitude et le besoin d'aventure, celui d'organisation du travail et celui de jeu, les besoins de prévisibilité et d'imprévu, d'unité et de différence, d'isolement et de rencontre, d'échanges et d'investissements, d'indépendance (voire de solitude) et de communication, d'immédiateté et de perspective à long terme. L'être humain a aussi le besoin d'accumuler des énergies et celui de les dépenser, et même de les gaspiller dans le jeu. Il a besoin de voir, d'entendre, de toucher, de goûter, et le besoin de réunir ces perceptions en un «monde». À ces besoins anthropologiques élaborés socialement (c'est-à-dire tantôt séparés, tantôt réunis, ici comprimés et là hypertrophiés) s'ajoutent des besoins spécifiques, que ne satisfont pas les équipements commerciaux et culturels plus ou moins parcimonieusement pris en considération par les urbanistes. Il s'agit du besoin d'activité créatrice, d'œuvre (pas seulement de produits et de biens matériels consommables), des besoins d'information, de symbolisme, d'imaginaire, d'activités ludiques. À travers ces besoins spécifiés vit et survit un désir fondamental, dont le jeu de la sexualité, les actes corporels comme le sport, l'activité, l'art et la connaissance sont des manifestations particulières et des moments, surmontant plus ou moins division parcellaire des travaux. Enfin, le besoin de la ville et de la vie urbaine ne s'exprime librement que dans les perspectives qui tentent ici de se dégager et d'ouvrir l'horizon. Les besoins urbains spécifiques ne seraient-ils pas besoins de lieux qualifiés, lieux de simultanéité et de rencontres, lieux où l'échange ne passerait pas par la valeur d'échange, le commerce et le profit ? Ne serait-ce pas aussi le

besoin d'un temps de ces rencontres, de ces échanges ?

Une science *analytique de la ville*, nécessaire, n'est aujourd'hui qu'à l'état d'esquisse. Concepts et théories, au début de leur élaboration, ne peuvent avancer qu'avec la réalité urbaine en formation, avec la *praxis* (pratique sociale) de la société urbaine. Actuellement, le dépassement des idéologies et des pratiques qui bouchaient l'horizon, qui n'étaient que les goulots d'étranglement du savoir et de l'action, qui marquaient un seuil à franchir, ce dépassement s'effectue non sans peine.

La *science de la ville* a la ville pour objet. Cette science emprunte ses méthodes, démarches et concepts aux sciences parcellaires. La synthèse lui échappe doublement. D'abord, en tant que synthèse qui se voudrait totale et qui ne peut consister, à partir de l'analytique, qu'en une systématisation, une programmation stratégiques. Ensuite, parce que la ville, en tant que réalité accomplie, se décompose. La connaissance tient devant elle, pour la découper et la recomposer à partir de fragments, la ville historique déjà modifiée. Comme texte social, cette ville historique n'a plus rien d'une suite cohérente de prescriptions, d'un emploi du temps lié à des symboles, à un style. Ce texte s'éloigne. Il prend l'allure d'un document, d'une exposition, d'un musée. La ville historiquement formée ne se vit plus, ne se saisit plus pratiquement. Ce n'est plus qu'un objet de consommation culturelle pour les touristes, pour l'esthétisme, avides de spectacles et de pittoresque. Même pour ceux qui cherchent à la comprendre chaleureusement, la ville est morte. Pourtant *l'urbain* persiste, à l'état d'actualité dispersée et aliénée, de germe, de virtualité. Ce que les yeux et l'analyse perçoivent sur le terrain peut au mieux passer pour l'ombre d'un objet futur dans la clarté d'un soleil levant. Impossible d'envisager la reconstitution de la ville ancienne, mais seulement la construction d'une nouvelle ville, sur de nouvelles bases, à une autre échelle, dans d'autres conditions, dans une autre société. Ni retour en arrière (vers la ville traditionnelle), ni fuite en avant, vers l'agglomération colossale et informe — telle est la prescription. En d'autres termes, pour ce qui concerne la ville, l'objet

de la science n'est pas donné. Le passé, le présent, le possible ne se séparent pas. C'est un *objet virtuel* qu'étudie la pensée. Ce qui appelle de nouvelles démarches.

Le vieil humanisme classique a terminé depuis longtemps, et mal terminé, sa carrière. Il est mort. Son cadavre momifié, embaumé, pèse lourd et ne sent pas bon. Il occupe beaucoup de lieux publics ou non, transformés ainsi en cimetières culturels sous les apparences de l'humain : musées, universités, publications diverses. Plus les cités nouvelles et les revues d'urbanisme. Trivialités et platitudes se couvrent de cet emballage. « Mesure humaine », dit-on. Alors que nous devons prendre en charge la démesure, et créer « quelque chose » à la taille de l'univers.

Ce vieil humanisme a trouvé la mort dans les guerres mondiales, pendant la poussée démographique qui accompagne les grands massacres, devant les exigences brutales de la croissance et de la compétition économique et sous la poussée des techniques mal maîtrisées. Il n'est même plus une idéologie, à peine un thème pour discours officiels.

Comme si la mort de l'humanisme classique s'identifiait à celle de l'homme, on a poussé récemment de hauts cris. « Dieu est mort, l'homme aussi. » Ces formules répandues dans les livres à succès, reprises par une publicité peu responsable, n'ont rien de neuf. La méditation nietzschéenne commença, il y a près d'un siècle, lors de la guerre de 1870-1871, mauvais présage pour l'Europe, sa culture et sa civilisation. Lorsque Nietzsche annonçait la mort de Dieu et celle de l'homme, il ne laissait pas un vide béant ; il ne colmatait pas ce vide avec des matériaux de fortune, avec du langage et de la linguistique. Il annonçait aussi le Surhumain, qu'il pensait advenir. Il surmontait le nihilisme qu'il diagnostiquait. Les auteurs qui monnaient des trésors théoriques et poétiques avec un siècle de retard nous replongent dans le nihilisme. Depuis Nietzsche, les dangers du Surhumain sont apparus avec une cruelle évidence. D'autre part, « l'homme nouveau » que l'on

voit naître de la production industrielle et de la rationalité planificatrice comme telle, n'a que trop déçu. Une voie s'ouvre encore, celle de la société urbaine et de l'humain comme œuvre de cette société qui serait œuvre et non produit. Ou bien le dépassement simultané du vieil « animal social » et de l'homme de la ville ancienne, l'animal urbain, vers l'homme urbain, polyvalent, polysensoriel, capable de rapports complexes et transparents avec « le monde » (l'environnement et lui-même) ; ou bien le nihilisme. Si l'homme meurt, pour qui allons-nous bâtir ? Comment bâtir ? Peu importe que la ville ait ou non disparu, qu'il faille la penser à nouveau, la reconstruire sur de nouveaux fondements ou bien la dépasser. Peu importe que la terreur règne, que la bombe atomique soit ou non lancée, que la planète Terre explose ou non. Qu'est-ce qui importe ? Qui pense, qui agit, qui parle encore et pour qui ? Si le sens et la finalité disparaissent, si nous ne pouvons même plus les déclarer dans une praxis, rien n'a d'importance ni d'intérêt. Et si les capacités de « l'être humain », la technique, la science, l'imagination, l'art, ou son absence s'érigent en puissances autonomes et que la pensée réfléchissante se contente de ce constat, l'absence de « sujet », que répliquer ? Que faire ?

Le vieil humanisme s'éloigne, il disparaît. La nostalgie s'atténue et nous nous retournons de plus en plus rarement pour revoir sa forme étendue au travers de la route. C'était l'idéologie de la bourgeoisie libérale. Il se penchait sur le peuple, sur les souffrances humaines. Il couvrait, il soutenait la rhétorique des belles âmes, des grands sentiments, des bonnes consciences. Il se composait de citations gréco-latines saupoudrées de judéo-christianisme. Un affreux cocktail, une mixture à vomir. Seuls quelques intellectuels (de « gauche » —mais y a-t-il encore des intellectuels de droite ?) ont encore du goût pour cette boisson triste, ni révolutionnaires, ouvertement réactionnaires, ni dionysiaques, ni apolliniens.

C'est donc vers un nouvel humanisme que nous devons tendre et nous efforcer, c'est-à-dire vers une nouvelle praxis et un homme autre,

celui de la société urbaine. En échappant aux mythes qui menacent cette volonté, en détruisant les idéologies qui détournent ce projet et les stratégies qui écartent ce trajet. La vie urbaine n'a pas encore commencé. Nous achevons aujourd'hui l'inventaire des débris d'une société millénaire dans laquelle la campagne a dominé la ville, dont les idées et « valeurs », les tabous et les prescriptions, étaient pour une grande part d'origine agraire, à dominante rurale et « naturelle ». Des cités sporadiques émergeaient à peine de l'océan campagnard. La société rurale était (elle est encore) celle de la non-abondance, de la pénurie, de la privation acceptée ou refusée, des interdits aménageant et régularisant les privations. Ce fut d'ailleurs celle de la Fête, mais cet aspect, le meilleur, n'a pas été retenu, et c'est lui qu'il faut ressusciter et non les mythes et les limites ! Remarque décisive : la crise de la cité traditionnelle accompagne la crise mondiale de la civilisation agraire, également traditionnelle. Elles vont ensemble et même elles coïncident. À « nous » de résoudre cette double crise, notamment en créant avec la ville nouvelle la vie nouvelle dans la ville. Les pays révolutionnaires (dont l'URSS dix ou quinze ans après la révolution d'Octobre) ont pressenti le développement de la société basée sur l'industrie. Seulement pressenti.

Dans les phrases précédentes, le « nous » a seulement la portée d'une métaphore. Il désigne les intéressés. Ni l'architecte, ni l'urbaniste, ni le sociologue, ni l'économiste, ni le philosophe ou le politique ne peuvent tirer du néant par décret des formes et des rapports nouveaux. S'il faut préciser, l'architecte, pas plus que le sociologue, n'a les pouvoirs d'un thaumaturge. Ni l'un ni l'autre ne créent les rapports sociaux. Dans certaines conditions favorables, ils aident des tendances à se formuler (à prendre forme). Seule la vie sociale (la praxis) dans sa capacité globale, possède de tels pouvoirs. Ou ne les possède pas. Les gens nommés plus haut, pris séparément ou en équipe, peuvent déblayer le chemin ; ils peuvent aussi proposer, essayer, préparer des formes. Et aussi (et surtout) inventorier l'expérience acquise, tirer la leçon des échecs aider

l'enfantement du possible, pas une maïeutique nourrie de science.

Au point où nous en arrivons, signalons l'urgence d'une transformation des démarches et des instruments intellectuels. En reprenant des formulations employées ailleurs, certaines démarches mentales encore peu familières semblent indispensables.

a) *La transduction.* C'est une opération intellectuelle qui peut se poursuivre méthodiquement et qui diffère de l'induction de la déduction classique et aussi de la construction de « modèles », de la simulation, du simple énoncé des hypothèses. La transduction élabore et construit un objet théorique, un objet *possible* et cela à partir d'informations portant sur la réalité ainsi que d'une problématique posée par cette réalité. La transduction suppose un *feed-back* incessant entre le cadre conceptuel utilisé et les observations empiriques. Sa théorie (méthodologie) met en forme certaines opérations mentales spontanées de l'urbaniste, de l'architecte, du sociologue, du politique, du philosophe. Elle introduit la rigueur dans l'invention et la connaissance dans l'utopie.

b) *L'utopie expérimentale.* Aujourd'hui, qui n'est *utopien* ? Seuls des praticiens étroitement spécialisés qui travaillent commande sans soumettre au moindre examen critique les normes et contraintes stipulées, seuls ces personnages peu intéressants échappent à l'utopisme. Tous utopiens, y compris les prospectivistes, les planificateurs qui projettent le Paris de l'an 2000, les ingénieurs qui ont fabriqué Brasilia, et ainsi de suite ! Mais il y a plusieurs utopismes. Le pire ne serait-ce pas celui qui ne dit pas son nom, qui se couvre de positivisme, qui impose à ce titre les contraintes les plus dures et la plus dérisoire absence de technicité ?

L'utopie est à considérer expérimentalement, en étudiant le terrain ses implications et conséquences. Elles peuvent surprendre. Quels sont, quels seront les lieux socialement réussis ? Comment les détecter ? Selon quels critères ? Quels temps, quels rythmes de vie quotidienne s'inscrivent, s'écrivent, se prescrivent dans ces espaces « réussis », c'est-à-dire favorables au bonheur ? Voilà ce qui a de l'intérêt.

Autres démarches intellectuellement indispensables : discerner sans les *dissocier* les trois concepts théoriques fondamentaux, à savoir la structure, la fonction, la forme. Connaître leur portée, leurs aires de validité, leurs limites et leurs rapports réciproques —savoir qu'ils font un tout, mais que les éléments de ce tout ont une certaine indépendance et une autonomie relative—, ne pas privilégier l'un d'eux, ce qui donne une idéologie, c'est-à-dire un système dogmatique et fermé de significations : le structuralisme, le formalisme, le fonctionnalisme. Les utiliser tour à tour, sur un pied *d'égalité*, pour l'analyse du réel (analyse qui jamais n'est exhaustive et sans résidu) ainsi que pour l'opération dite « transduction ». Bien comprendre qu'une fonction peut s'accomplir par le moyen de structures différentes, qu'il n'y a pas de lien univoque entre les termes. Que fonction et structure se revêtent de formes qui les révèlent et les voilent —que la triplicité de ces aspects constitue un « tout » qui est plus que ces aspects, éléments et parties.

Parmi les outils intellectuels dont nous disposons, il y en a un qui ne mérite ni le dédain ni le privilège de l'absolu : celui de *système* (ou plutôt de *sous-système*) de significations.

Les politiques ont leurs systèmes de significations —les idéologies— qui leur permettent de subordonner à leurs stratégies les actes et événements sociaux influencés par eux.

L'humble habitant a son système de significations (ou plutôt son sous-système) au niveau œcologique. Le fait d'habiter ici ou là comporte la réception, l'adoption, la transmission d'un tel système, par exemple celui de l'habitat pavillonnaire. Le système de significations de l'habitant dit ses passivités et ses activités ; il est reçu mais modifié par la pratique. Il est perçu.

Les architectes semblent avoir établi et dogmatisé un ensemble de significations, mal explicité comme tel et mis sous divers vocables : « fonction », « forme », « structure », ou plutôt fonctionnalisme, formalisme, structuralisme. Ils l'élaborent non pas à partir des

significations perçues et vécues par ceux qui habitent, mais à partir du fait d'habiter, interprété par eux. Il est verbal et discursif, tendant vers le métalangage. Il est graphisme et visualisation. Du fait que ces architectes constituent un corps social, qu'ils se lient à des institutions, leur système tend à se clore, à s'imposer, à éluder toute critique. Il y aurait lieu de formuler ce système, érigé souvent en *urbanisme* par extrapolation, sans autre procédure ni précaution.

La théorie que l'on pourrait nommer légitimement *urbanisme*, qui rejoindrait les significations de la vieille pratique nommée *habiter* (c'est-à-dire l'humain), qui ajouterait à ces faits partiels une théorie générale des temps-espaces urbains, qui indiquerait une pratique nouvelle découlant de cette élaboration, cet urbanisme existe virtuellement. Il ne peut se concevoir qu'en tant qu'implication pratique d'une théorie complète de la ville et de l'urbain, dépassant les scissions et séparations actuelles. Notamment la scission entre philosophie de la ville et science (ou sciences) de la ville, entre partiel et global. Sur ce trajet peuvent figurer les projets urbanistiques actuels, mais seulement à travers une critique sans défaillance de leurs implications idéologiques et stratégiques.

Pour autant que l'on puisse le définir, notre objet —*l'urbain*— ne sera jamais entièrement présent et pleinement actuel devant la réflexion, la nôtre, aujourd'hui. Plus que tout autre objet, il possède un caractère de totalité hautement complexe, à la fois en acte et potentielle, que vise la recherche, qui se découvre peu à peu, qui ne s'épuisera que lentement et peut-être jamais. Prendre cet « objet » pour réel, donné en vérité, c'est une idéologie, un opération mythifiante. La connaissance doit envisager un nombre considérable de méthodes pour saisir cet objet, sans se fixer sur une démarche. Les découpages analytiques suivront d'aussi près que possible les articulations internes de cette « chose » qui n'est pas une chose : ils seront suivis de reconstructions jamais achevées. Descriptions, analyses, tentatives de synthèse, ne peuvent jamais passer ni pour exhaustives ni pour définitives. Toutes les notions,

toutes les batteries de concepts entreront en action forme, structure, fonction, niveau, dimension, variables dépendantes et indépendantes, corrélations, totalité, ensemble, système etc. Ici comme ailleurs mais plus qu'ailleurs, le résidu se révèle le plus précieux. Chaque « objet » construit à son tour soumis l'examen critique. Dans la mesure du possible, il sera réalisé et soumis à la vérification expérimentale. La science de la ville demande une période historique pour se constituer et pour orienter la pratique sociale.

Nécessaire, cette science ne suffit pas. En même temps que sa nécessité, nous percevons ses limites. La réflexion urbanistique propose l'établissement ou la reconstitution d'unités sociales (localisées) fortement originales, particularisées et centralisées, dont le liaisons et tensions rétabliraient une unité urbaine dotée d'un ordre intérieur complexe, non pas sans structure mais avec une structure souple et une hiérarchie. Plus précisément encore, la réflexion sociologique vise la connaissance et la reconstitution de capacités intégratives de l'urbain ainsi que les conditions de la participation pratique. Pourquoi pas ? À une condition : de ne jamais soustraire ces tentatives parcellaires, donc partielles, à la critique, à la vérification pratique, à la préoccupation globale.

La connaissance peut donc construire et proposer de « modèles ». Chaque « objet », en ce sens, n'est autre qu'un modèle de réalité urbaine. Pourtant jamais une telle « réalité » ne deviendra maniable comme une chose, ne deviendra instrumentale. Même pour la connaissance la plus opératoire. Que la ville redevienne ce qu'elle fut : acte et œuvre d'une pensée complexe, qui ne le souhaiterait ? Mais l'on se maintient ainsi au niveau des vœux et aspirations et l'on ne détermine pas une *stratégie urbaine*. Celle-ci ne peut pas ne pas tenir compte, d'une part, des stratégies existantes et, d'autre part, des connaissances acquises : science de la ville, connaissance tendant vers la planification de la croissance et la maîtrise du développement. Qui dit « stratégie » dit hiérarchie des « variables » à prendre en considération, dont certaines

ont une capacité stratégique, d'autres restant au niveau tactique —dit aussi force susceptible de réaliser cette stratégie sur le terrain. Seuls des groupes, classes ou fractions de classes sociales capables d'initiatives révolutionnaires peuvent prendre en charge et mener jusqu'à plein accomplissement les solutions aux problèmes urbains ; de ces forces sociales et politiques la ville rénovée deviendra l'œuvre. Il s'agit d'abord de défaire les stratégies et les idéologies dominantes dans la société actuelle. Qu'il y ait plusieurs groupes ou plusieurs stratégies, avec des divergences (entre l'étatique et le privé, par exemple) ne modifie pas la situation. Des questions de propriété foncière aux problèmes de la ségrégation, chaque projet de *réforme urbaine* met en question les structures, celles de la société existante, celles des rapports immédiats (individuels) et quotidiens, mais aussi celles que l'on prétend imposer par la voie contraignante et institutionnelle à ce qui reste de réalité urbaine. En elle-même *réformiste*, la stratégie de rénovation urbaine devient « forcément » révolutionnaire, non par la force des choses mais contre les choses établies. La stratégie urbaine fondée sur la science de la ville a besoin d'un support social et de forces politiques pour devenir agissante. Elle n'agit pas par elle-même. Elle ne peut pas ne pas s'appuyer sur la présence et l'action de la classe ouvrière, seule capable de mettre fin à une ségrégation dirigée essentiellement contre elle. Seule cette classe, en tant que classe, peut décisivement contribuer à la reconstruction de la centralité détruite par la stratégie de ségrégation et retrouvée dans la forme menaçante des « centres de décision ». Cela ne veut pas dire qu'à elle seule la classe ouvrière fera la société urbaine, mais que sans elle rien n'est possible. L'intégration sans elle n'a pas de sens, et la désintégration continuera, sous le masque et la nostalgie de l'intégration. Il y a là non seulement une option mais un horizon qui s'ouvre ou se ferme. Lorsque se tait la classe ouvrière, lorsqu'elle n'agit pas et qu'elle ne peut accomplir ce que la théorie définit comme sa « mission historique », alors manquent le « sujet », et l'« objet ». La pensée qui reflète entérine cette absence. Cela veut dire qu'il convient d'élaborer deux séries de propositions.

a) *Un programme politique de réforme urbaine*, réforme non définie par les cadres et possibilités de la société actuelle, non assujettie à un « réalisme », bien que basée sur l'étude des réalités (autrement dit: la réforme ainsi conçue ne se limite pas au réformisme). Ce programme aura donc un caractère singulier et même paradoxal. Il sera établi pour être proposé aux forces politiques, c'est-à-dire aux partis. On peut même ajouter qu'il sera soumis préférentiellement aux partis « de gauche », formations politiques représentant ou voulant représenter la classe ouvrière. Mais il ne sera pas en fonction de ces forces et formations. Par rapport à elle, il aura un caractère spécifique, celui qui vient de la connaissance. Il aura donc une partie scientifique. Il sera proposé (quitte à être modifié par et pour ceux qui le prendraient en charge). Que les forces politiques prennent leurs responsabilités. Dans ce domaine qui engage l'avenir de la société moderne et celui des producteurs, l'ignorance, la méconnaissance, entraînent des responsabilités devant l'histoire dont on se réclame.

b) *Des projets urbanistiques* très poussés, comprenant des « modèles » des formes d'espace et de temps urbains, sans se préoccuper de leur caractère actuellement réalisable ou non, utopique ou non (c'est-à-dire lucidement « utopiens »). Il ne semble pas que ces modèles puissent résulter soit d'une simple étude des villes et des types urbains existants, soit d'une simple combinatoire d'éléments. Les formes de temps et d'espace seront, sauf expérience contraire, inventées et proposées à la praxis. Que l'imagination se déploie, non pas l'imaginaire qui permet la fuite et l'évasion, qui véhicule des idéologies, mais l'imaginaire qui s'investit dans *l'appropriation* (du temps de l'espace, de la vie physiologiques, du désir). À la ville éternelle pourquoi ne pas opposer des villes éphémères et des centralités mouvantes aux centres stables ? Toutes les audaces sont permises. Pourquoi limiter ces propositions à la seule morphologie de l'espace et du temps ? Il n'est pas exclu que des propositions concernent le style de vie, la façon de vivre dans la ville, le développement de l'urbain sur ce plan.

Dans ces deux séries entreront des propositions à court terme, à moyen terme, à long terme, celles-ci constituant la stratégie urbaine proprement dite.

La société où nous vivons paraît tendue vers la plénitude ou du moins vers le plein (objets et biens durables, quantité, satisfaction, rationalité). En fait, elle laisse se creuser un vide colossal ; dans ce vide s'agitent les idéologies, se répand la brume des rhétoriques. Un des plus grands desseins que puisse se proposer la pensée active, sortie de la spéculation et de la contemplation, et aussi des découpages fragmentaires et des connaissances parcellaires, c'est de peupler cette lacune, et pas seulement avec du langage.

Dans une période où les idéologues discourent abondamment sur les structures, la déstructuration de la ville manifeste la profondeur des phénomènes de désintégration (sociale, culturelle). Cette société, considérée globalement, se découvre *lacunaire*. Entre les sous-systèmes et les structures consolidées par divers moyens (contrainte, terreur, persuasion idéologique), il y a des trous, parfois des abîmes. Ces vides ne viennent pas du hasard. Ce sont aussi les lieux du possible. Ils en contiennent les éléments, flottants ou dispersés, mais non la force capable de les assembler. Bien plus : les actions structurantes et le pouvoir du vide social tendent à interdire l'action et la simple présence d'une telle force. Les instances du possible ne peuvent s'accomplir qu'au cours d'une métamorphose radicale.

Dans cette conjoncture, l'idéologie prétend donner un caractère absolu à la « scientificité », la science portant sur le réel, le découpant, le recomposant et de ce fait écartant le possible et fermant le chemin. Or la science (c'est-à-dire les sciences parcellaires) dans une telle conjoncture n'a qu'une portée *programmatique*. Elle apporte des éléments à un programme. Si l'on admet que ces éléments constituent d'ores et déjà une totalité, si l'on veut exécuter littéralement le programme, on traite l'objet virtuel comme un objet technique, déjà là. On accomplit un projet sans

critique ni autocritique, et ce projet réalise en la projetant sur le terrain une idéologie, celle des technocrates. Nécessaire, le programmatique ne suffit pas. Au cours de l'exécution il se transforme. Seule la force sociale capable de s'investir elle-même dans l'urbain, au cours d'une longue expérience politique, peut prendre en charge la réalisation du programme concernant la société urbaine. Réciproquement, la science de la ville apporte cette perspective un fondement théorique et critique, un positive. L'utopie contrôlée par la raison dialectique sert de garde-fou aux fictions prétendument scientifiques, à l'imaginaire qui s'égarerait. Ce fondement et cette base, d'autre part, empêchent la réflexion de se perdre dans le programmatique. Le mouvement dialectique se présente ici comme un rapport entre la science et la force politique, comme un dialogue, ce qui actualise les rapports « théorie-pratique » et « positivité-négativité critique ».

Nécessaire comme la science, non suffisant, *l'art* apporte à la réalisation de la société urbaine sa longue méditation sur la vie comme drame et jouissance. De plus et surtout, l'art restitue le sens de l'œuvre ; il donne de multiples figures de temps et d'espaces *appropriés* : non subis, non acceptés par une résignation passive, métamorphosés en œuvre. La musique montre l'appropriation du temps, la peinture et la sculpture celle de l'espace. Si les sciences découvrent des déterminismes partiels, l'art (et aussi la philosophie) montre comment une totalité naît à partir de déterminismes partiels. À la force sociale capable de réaliser la société urbaine, il incombe de rendre effective et efficace l'unité (la « synthèse »), de l'art, de la technique, de la connaissance. Autant que la science de la ville, l'art et l'histoire de l'art entrent dans la méditation sur l'urbain, qui veut rendre efficaces les images qui l'annoncent. Cette méditation tendue vers l'action réalisatrice serait ainsi utopique et réaliste, en surmontant cette opposition. Il est même possible d'affirmer que le maximum d'utopisme rejoindra l'optimum de réalisme.

Parmi les contradictions caractéristiques de l'époque, il y a celles (particulièrement dures) entre les réalités de la société et les faits de

civilisation qui s'y inscrivent. D'un côté le génocide, et de l'autre les performances (médicales et autres) qui permettent de sauver un enfant ou de prolonger une agonie. L'une des dernières contradictions, non la moindre, a été mise en lumière ici même entre la *socialisation de la société* et la *ségrégation généralisée*. Il y en a bien d'autres, par exemple entre l'étiquette de *révolutionnaire* et l'attachement aux catégories d'un rationalisme productiviste dépassé. Au sein des effets sociaux dus à la pression des masses, l'individuel ne meurt pas et s'affirme. Des *droits* se font jour ; ils entrent dans des coutumes ou des prescriptions plus ou moins suivies d'actes, et l'on sait comment ces « droits » concrets viennent compléter les droits abstraits de l'homme et du citoyen inscrits au fronton des édifices par la démocratie lors de ses débuts révolutionnaires : droit des âges et sexes (la femme, l'enfant, le vieillard), droit des conditions (le prolétaire, le paysan), droits à l'instruction et à l'éducation, droit au travail, à la culture, au repos, à la santé, au logement. Malgré, ou à travers les destructions gigantesques, les guerres mondiales, les menaces, la terreur nucléaire. La pression de la classe ouvrière a été et reste nécessaire (mais non suffisante) pour -la reconnaissance de ces droits, pour leur entrée dans les coutumes, pour leur inscription dans les codes, encore bien incomplets.

Assez étrangement, le *droit à la nature* (à la campagne et à la « pure nature ») entre dans la pratique sociale depuis quelques années à la faveur des *loisirs*. Il a cheminé à travers les protestations devenues banales contre le bruit, la fatigue, l'univers « concentrationnaire » des villes (alors que la ville pourrit ou éclate). Cheminement étrange, disons-nous : la nature entre dans la valeur d'échange et dans la marchandise ; elle s'achète et se vend. Les loisirs commercialisés, industrialisés, organisés institutionnellement, détruisent cette « naturalité » dont on s'occupe pour la trafiquer et pour en trafiquer. La « nature » ou prétendue telle, ce qui en survit, devient le ghetto des loisirs, le lieu séparé de la jouissance, la retraite de la « créativité ». Les urbains transportent l'urbain avec eux, même s'ils n'apportent pas l'urbanité ! Colonisée

par eux, la campagne a perdu les qualités, propriétés et charmes de la vie paysanne. L'urbain ravage la campagne ; cette campagne urbanisée s'oppose à une ruralité dépossédée, cas extrême de la grande misère de l'habitant, de l'habitat, de l'habiter. Le droit à la nature et le droit à la campagne ne se détruisent-ils pas eux-mêmes ?

Face à ce droit ou pseudo-droit, le *droit à la ville* s'annonce comme appel, comme exigence. Par des détours surprenants —la nostalgie, le tourisme, le retour vers le cœur de la ville traditionnelle, l'appel des centralités existantes ou nouvellement élaborées— ce droit chemine lentement. La revendication de la nature, le désir d'en jouir détournent du droit à la ville. Cette dernière revendication s'énonce indirectement, comme tendance à fuir la ville détériorée et non renouvelée, la vie urbaine aliénée avant d'exister « réellement ». Le besoin et le « droit » à la nature contrarient le droit à la ville sans parvenir à l'éluider. (Ceci ne signifie pas qu'il ne faille pas préserver de vastes espaces « naturels » devant les proliférations de la ville éclatée.)

Le *droit à la ville* ne peut se concevoir comme un simple droit de visite ou de retour vers les villes traditionnelles. Il ne peut se formuler que comme *droit à la vie urbaine*, transformée, renouvelée. Que le tissu urbain enserme la campagne et ce qui survit de vie paysanne, peu importe, pourvu que « l'urbain », lieu de rencontre, priorité de la valeur d'usage, inscription dans l'espace d'un temps promu au rang de bien suprême parmi les biens, trouve sa base morphologique, sa réalisation pratico-sensible. Ce qui suppose une théorie intégrale de la ville et de la société urbaine, utilisant les ressources de la science et de l'art. Seule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur ou support social de cette réalisation. Ici encore, comme il y a un siècle, elle nie et conteste, de par sa seule existence, la stratégie de classe dirigée contre elle. Comme il y a un siècle, bien que dans des conditions nouvelles, elle rassemble les intérêts (dépassant l'immédiat et le superficiel) de la société entière, et d'abord de tous ceux qui *habitent*. Les Olympiens et la nouvelle aristocratie bourgeoise (qui l'ignore ?) n'habitent plus. Ils vont de

palace en palace ou de château en château ; ils commandent une flotte ou un pays à partir d'un yacht ; ils sont partout et nulle part. De là vient qu'ils fascinent les gens plongés dans le quotidien ; ils transcendent la quotidienneté ; ils possèdent la nature et laissent les sbires fabriquer la culture. Est-il indispensable de décrire longuement, à côté de la condition des jeunes et de la jeunesse, des étudiants et des intellectuels, des armées de travailleurs avec ou sans col blanc, des provinciaux, des colonisés et semi-colonisés de toutes sortes, de tous ceux qui subissent une quotidienneté bien agencée, est-il nécessaire ici d'exhiber la misère dérisoire et sans tragique de l'habitant, des banlieusards, des gens qui séjournent dans les ghettos résidentiels, dans les centres pourrissants des villes anciennes et dans les proliférations égarées loin des centres de ces villes ? Il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre la vie quotidienne de celui qui court de son logement à la gare proche ou lointaine, au métro bondé, au bureau ou à l'usine, pour reprendre le soir ce même chemin, et venir chez lui récupérer la force de recommence le lendemain. Le tableau de cette misère généralisée n'irait pas sans le tableau des « satisfactions » qui la dissimulent et deviennent moyens de l'éluder et de s'en évader.

## THÈSES SUR LA VILLE ET L'URBANISME

I. Deux groupes de questions ont masqué les problèmes de la ville et de la société urbaine, deux ordres d'urgence : les questions du logement et de « l'habitat » (relevant d'une politique du logement et de techniques architecturales) —celles de l'organisation industrielle et de la planification globale. Les premières par en bas, les secondes par en haut ont produit, en le dissimulant à l'attention, un éclatement de la morphologie traditionnelle des villes, alors que se poursuivait l'urbanisation de la société. D'où une contradiction nouvelle s'ajoutant aux autres contradictions non résolues de la société existante, les aggravant, leur donnant un autre sens.

II. Ces deux groupes de problèmes ont été et sont posés par la croissance économique, par la production industrielle. L'expérience pratique montre qu'il peut y avoir croissance sans développement social (croissance quantitative, sans développement qualitatif. Dans ces conditions, les changements dans la société sont plus apparents que réels. Le fétichisme et l'idéologie du changement (autrement dit : l'idéologie de la modernité) couvrent la stagnation des rapports : sociaux essentiels. Le développement de la société ne peut se concevoir que dans la vie urbaine, par la réalisation de la société urbaine.

III. Le double processus d'industrialisation et d'urbanisation perd tout sens si l'on ne conçoit pas la société urbaine comme but et finalité de l'industrialisation, si l'on subordonne la vie urbaine à la croissance industrielle. Celle-ci fournit les conditions et les moyens de la société urbaine. Que l'on proclame la rationalité industrielle comme nécessaire et comme suffisante, l'on détruit le sens (l'orientation, le but) du processus. L'industrialisation produit l'urbanisation d'abord négativement (éclatement de la ville traditionnelle, de sa morphologie, de sa réalité pratico-sensible). Après quoi l'on est à pied d'œuvre. La société urbaine commence sur les ruines de la ville ancienne et de son

environnement agraire. Au cours de ces changements, le rapport entre l'industrialisation et l'urbanisation se transforme. La ville cesse d'être le contenant, le réceptacle passif des produits et de la production. Ce qui subsiste et se raffermi de la réalité urbaine dans sa dislocation, le *centre de décision*, entre dès lors dans les *moyens de la production et les dispositifs de l'exploitation du travail social* par ceux qui détiennent l'information, la culture, les pouvoirs de décision eux-mêmes. Seule une théorie permet d'utiliser les données pratiques et de réaliser effectivement la société urbaine.

IV. Pour cette réalisation, ni l'organisation de l'entreprise, ni la planification globale, nécessaires, ne suffisent. Un bond en avant de la rationalité s'accomplit. Ni l'État ni l'entreprise ne fournissent les modèles de rationalité et de réalité indispensables.

V. La réalisation de la société urbaine appelle une planification orientée vers les besoins sociaux, ceux de la société urbaine. Elle nécessite une science de la ville (des relations et corrélations dans la vie urbaine). Nécessaires, ces conditions ne suffisent pas. Une force sociale et politique capable de mettre en œuvre ces moyens (qui ne sont que des moyens) est également indispensable.

VI. La classe ouvrière subit les conséquences de l'éclatement des morphologies anciennes. Elle est victime d'une ségrégation, stratégie de classe permise par cet éclatement. Telle est la forme actuelle de la situation négative du prolétariat. L'ancienne misère prolétarienne s'atténue et tend à disparaître dans les grands pays industriels. Une nouvelle s'étend, qui touche principalement le prolétariat sans épargner d'autres couches et classes sociales : la misère de l'habitat, celle de l'habitant soumis à une quotidienneté organisée (dans et par la société bureaucratique de consommation dirigée). À ceux qui douteraient encore de son existence comme classe, la ségrégation et la misère de son « habiter » désignent sur le terrain la classe ouvrière.

VII. Dans des conditions difficiles, au sein de cette société qui ne peut complètement s'y opposer et cependant leur barre la route, se fraient leur chemin des droits, qui définissent la civilisation (*dans*, mais souvent *contre* la société —*par* mais souvent *contre* la « culture »). Ces droits mal reconnus deviennent peu à peu coutumiers avant de s'inscrire dans les codes formalisés. Ils changeraient la réalité s'ils entraient dans la pratique sociale : droit au travail, à l'instruction, à l'éducation, à la santé, au logement, aux loisirs, à la vie. Parmi ces droits en formation figure le *droit à la ville* (non pas à la ville ancienne mais à la vie urbaine, à la centralité rénovée, aux lieux de rencontres et d'échanges, aux rythmes de vie et emplois du temps permettant *l'usage* plein et entier de ces moments et lieux, etc.). La proclamation et la réalisation de la vie urbaine comme règne de l'usage (de l'échange et de la rencontre dégagés de la valeur d'échange) réclament la maîtrise de l'économique (de la valeur d'échange, du marché et de la marchandise) et s'inscrivent par conséquent dans les perspectives de la révolution sous hégémonie de la classe ouvrière.

VIII. Pour la classe ouvrière, rejetée des centres vers les périphéries, dépossédée de la ville, expropriée ainsi des meilleurs résultats de son activité, ce droit a une portée et une signification particulières. Il représente pour elle à la fois un moyen et un but, un chemin et un horizon ; mais cette action virtuelle de la classe ouvrière représente aussi les intérêts généraux de la civilisation et les intérêts particuliers de toutes les couches sociales d'« habitants », pour qui l'intégration et la participation deviennent obsessionnelles sans qu'ils parviennent à rendre efficaces ces obsessions.

IX. La transformation révolutionnaire de la société a pour terrain et pour levier la production industrielle. C'est pourquoi il a fallu montrer que le centre urbain de décision ne peut plus se considérer (dans la société actuelle : le néo-capitalisme ou capitalisme monopolistique lié

à l'État) en dehors des moyens de production, de leur propriété, de leur gestion. Seule la prise en charge de la planification par la classe ouvrière et ses mandataires politiques peut modifier profondément la vie sociale et ouvrir une seconde ère : celle du socialisme, dans les pays néo-capitalistes. Jusque-là, les transformations restent en surface au niveau des signes et de la consommation des signes, du langage et du métalangage (discours au deuxième degré, discours sur les discours antérieurs). Ce n'est donc pas sans réserves que l'on peut parler de révolution urbaine. Toutefois, l'orientation de la production industrielle sur les besoins sociaux n'est pas un fait secondaire. La finalité ainsi apportée aux plans les transforme. La réforme urbaine a donc une portée révolutionnaire. Comme au cours de ce XXe siècle, la réforme agraire qui peu à peu disparaît de l'horizon, la réforme urbaine est une réforme révolutionnaire. Elle donne lieu à une stratégie qui s'oppose à la stratégie de la classe aujourd'hui dominante.

X. Seul le prolétariat peut investir son activité sociale et politique dans la réalisation de la société urbaine. Seul également, il peut renouveler le sens de l'activité productrice et créatrice en détruisant l'idéologie de la consommation. Il a donc la capacité de produire un nouvel humanisme, différent du vieil humanisme libéral qui achève sa course : celui de *l'homme urbain* pour qui et par qui la ville et sa propre vie quotidienne dans la ville deviennent œuvre, *appropriation*, valeur d'usage (et non valeur d'échange) en se servant de tous les moyens de la science, de l'art, de la technique, de la domination sur la nature matérielle.

XI. Cependant la différence persiste entre *produit* et œuvre. Au sens de la production des produits (de la maîtrise scientifique et technique sur la nature matérielle) doit s'ajouter, pour ensuite prédominer, le sens de *l'œuvre*, de *l'appropriation* (du temps, de l'espace, du corps, du désir). Et cela dans et par la société urbaine qui commence. Or la classe ouvrière n'a pas spontanément le sens de l'œuvre. Il s'est estompé, il

a presque disparu avec l'artisanat et le métier et la « qualité ». Où se trouve ce précieux dépôt, le sens de l'œuvre ? D'où la classe ouvrière peut-elle le recevoir pour le porter à un degré supérieur en l'unissant à l'intelligence productrice et à la raison pratiquement dialectique ? La philosophie et la tradition philosophique entière, d'une part, et d'autre part l'art tout entier (non sans critique radicale de leurs dons et présents) contiennent le sens de l'œuvre.

XII. Ceci appelle à côté de la révolution économique (planification orientée vers les besoins sociaux) et de la révolution politique (contrôle démocratique de l'appareil d'État, autogestion généralisée) une révolution culturelle permanente. Il n'y a pas d'incompatibilité entre ces niveaux de la révolution totale, pas plus qu'entre la stratégie urbaine (réforme révolutionnaire visant la réalisation de la société urbaine sur la base d'une industrialisation avancée et planifiée) et la stratégie visant la transformation de la vie paysanne traditionnelle par l'industrialisation. Bien plus : dans la plupart des pays, aujourd'hui, la réalisation de la société urbaine passe par la réforme agraire et l'industrialisation. Qu'un front mondial soit possible, cela ne fait aucun doute. Qu'il soit impossible aujourd'hui, c'est également certain. Cette utopie, ici comme souvent, projette sur l'horizon un « possible-impossible ». Par malheur ou par bonheur, le temps, celui de l'histoire et de la pratique sociale, diffère du temps des philosophies. Même s'il ne produit pas de l'irréversible, il peut produire du difficilement réparable. L'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre, a écrit Marx. Certains pensent aujourd'hui que les hommes ne se posent que des problèmes insolubles. Ils démentent la raison. Toutefois, il y a peut-être des problèmes faciles à résoudre, dont la solution est là, toute proche, et que les gens ne se posent pas.

Paris, 1967 (centenaire du Capital).

Ce texte est le chapitre 12 du livre «le droit à la ville» d'Henri Lefebvre paru en 1968. Il est suivi de *Thèses sur la ville et l'urbanisme* qui précise, sous forme programmatique, le contenu du « droit à la ville ». Henri Lefebvre était universitaire, membre un temps du parti communiste, proche un temps également des situationnistes.

